

sant commentateur. On ne laissa pas que d'être surpris, en Angleterre et ailleurs par la chaleur extraordinaire que mettait le ministre d'Autriche à faire valoir la cause de son client. Brusquement enlevé par la mort, avant le rétablissement de l'empire, le prince de Schwarzenberg n'a pas eu la satisfaction de savoir à quel point ses éloquentes plaidoyers avaient eu le don de persuader l'Europe. Cette joie, l'ancien chancelier de la cour autrichienne, le vieux prince de Metternich eut le bonheur de la savourer tout entière. Il avait peine à s'en taire, et ce fut l'entretien favori de ses dernières années. Voyez, cependant, à quoi mènent l'expérience d'une longue vie, et le continué manquement des grandes affaires de ce bas monde ! Aux yeux du premier promoteur de la Sainte-Alliance et du fanatique partisan des traités de 1815, non-seulement l'avènement de Napoléon III était une garantie de paix pour l'Europe, mais l'Autriche devait y trouver la plus sûre garantie de ses intérêts. Il n'y avait pas de brillantes destinées que, dans son enthousiasme, ce patriarcal de la diplomatie ne prévît et ne souhaitât pour le nouvel empereur des Français. Une seule chose l'inquiétait : ce serait le cas où, cédant à de funestes excitations, il songerait un jour à se mêler des affaires de l'Italie. A coup sûr, cela serait une perte ; mais une telle hypothèse était si peu probable, qu'il ne valait pas la peine de s'y arrêter.

Ce qu'on disait à Vienne, on le pensait à Rome. La façon dont l'ex-président s'était comparé du pouvoir en renversant une Constitution qu'il avait solennellement jurée, n'avait pas causé, au Vatican, le moindre scandale. La république de 1848 avait rétabli le saint-père sur son siège apostolique ; mais il est si pénible de rien devoir à une république ! La protection du pouvoir absolu parut sans doute autrement efficace et autrement sûre à Pie IX ; qu'il était au 1^{er} janvier 1853. La nouvelle de la proclamation de l'empire venait d'arriver à Rome, et le Pape recevait, suivant l'usage, les félicitations du commandant de l'armée française, le général Gêmeau. Avec une ouverture de cœur qui ne tenait certes pas du don de prophétie, Pie IX voulut saisir cette occasion d'exprimer publiquement ce qu'il pensait de la résurrection à Paris de cet ancien gouvernement impérial, qui avait naguère tenu en si longue captivité l'un de ses plus vertueux prédécesseurs. Chose étrange ! ses paroles respiraient la plus entière confiance : « Le sentiment de joie qui éprouvait tous les jours la Sainte-Église, en se voyant entourée de l'armée française s'accroissait encore en ce jour, quand elle reportait sa pensée vers les événements récemment accomplis. Ces événements ajoutaient, en effet, aux titres de reconnaissance si naturelle que la France et l'Europe des excès funestes et sanguinaires tramés par les hommes d'anarchie. C'est pourquoi, avec une effusion toute particulière, il se plaisait à bénir la nation française, son armée et son chef. » Quelle puissante ironie du sort, M. le rédacteur, dans le rapprochement qui nous montre au premier rang, parmi les souverains les plus pressés à saluer l'avènement au trône de Napoléon III, un empereur d'Autriche, un roi de Naples et le Pape IX !

(A continuer.)

On lit dans l'Indépendance :

La résistance opposée à Beaugency, aux divisions commandées par le grand-duc de Mecklenbourg, a été, de l'aveu même de celui-ci, des plus énergiques. Les corps de l'armée de la Loire, qui s'étaient repliés d'Orléans vers Blois, avaient reçu à Beaugency des renforts considérables de troupes fraîches, et tout en prenant l'initiative d'un retour agressif, ils s'étaient solidement établis autour de cette ville dans les villages de

Gravant, Mossas, Bonvalet, Villorceau et Bernay. C'est sur ces villages que l'aile droite de l'armée du prince Frédéric-Charles a dû enlever le 7, le 8 et le 9 décembre, après avoir repoussé l'ennemi, et ces opérations ont été des plus difficiles.

Il faut croire que, repoussés, les Français ont pu se retirer en bon ordre comme une troupe d'élite bien menée doit toujours le faire, car les dépêches allemandes ne disent rien de la poursuite et se bornent à enregistrer l'occupation de Beaugency et la prise de ses canons. Mille prisonniers seulement sont tombés en leur pouvoir, ce qui est encore une preuve qu'il n'y a pas eu de déroute. D'ailleurs les correspondants militaires de l'armée allemande commencent à rendre hommage à la bravoure et à l'organisation de leurs adversaires. On sent que les forces engagées sur la Loire, comme celles qui se sont battues récemment à Paris, sont animées d'un tout autre esprit que les troupes vaincues dans la première phase de la guerre.

A propos de Paris, le Daily-News annonce, sous la date du 9 décembre, que les Français occupent encore quelques positions avancées sur la Marne, telles que Champigny qui est fortement barricadé. Le fait, bien qu'il soit en opposition avec les assertions antérieures des télégrammes allemands, n'a rien d'in vraisemblable, ces positions étant couvertes par le feu des forts voisins de Paris et des batteries élevées en avant de ces forts.

Le même journal, en rapportant un bruit qu'il avait enregistré hier, dément que M. Gambetta ait demandé un armistice pour l'élection d'une Constituante. Mais ce qui paraît vrai, c'est que l'Angleterre guette le moment favorable d'offrir de nouveau sa médiation et qu'à la suite de l'occupation d'Orléans, d'Amiens et de Rouen, le quartier-général du roi Guillaume a voulu envoyer un parlementaire au gouvernement de Paris pour l'informer de ces événements et le sommer de rendre la ville sous peine d'un bombardement imminent. Cette décision aurait été prise dans un conseil tenu le 6 décembre. Mais nous ne savons pas encore si le gouvernement de Paris a consenti à recevoir le message royal ainsi que deux officiers français prisonniers de guerre qui devraient l'accompagner pour confirmer ces communications.

Après l'adoption des changements de titre, le ministre, M. Delbruck, a annoncé que ces changements ont une portée plus grande que celle de la substitution d'un terme à un autre, et que, dans une session prochaine, il sera présenté au Parlement fédéral un projet destiné à introduire dans la Constitution fédérale des modifications positives.

Le gouvernement de Tours ne se montre pas découragé ; il veut de décréter la formation de deux armées pour maintenir sa jonction avec Paris.

Un article du *Moniteur* de Tours, qui annonce cette décision, explique en même temps le transfert du siège du gouvernement à Bordeaux et la présence de M. Gambetta auprès des armées qu'il persiste à diriger sur Paris.

Nouvelles de Paris

du 9 décembre

(Correspondance particulière du *Journal de Roubaix*.)

PAR BALLON MONTÉ.

Aucune affaire sérieuse n'a eu lieu depuis le 2 ; mais cela n'empêche pas nos généraux de déployer une grande activité pour préparer la nouvelle phase de la lutte que nous allons poursuivre. Aussi dit-on l'état-major prussien fort inquiet. L'ennemi qui a d'énormes distances à franchir pour nous faire face sur tous les points, commence en effet à sentir qu'il s'épuisera bientôt en marches et en contre-marches, pour peu que nous continuions à l'attaquer successivement sur plusieurs points opposés. L'immense périmètre autour duquel il a à manœuvrer s'agrandit chaque jour, par suite des positions avancées que nous conquérons, après chaque combat, et l'on doit mesurer de l'œil à Versailles, non sans un légitime effroi,

les difficultés de plus en plus grandes de prompts concentrations qui menacent les plans du général de Moltke.

En revanche, Paris, qui a la parfaite intelligence de ce qui se passe, concourt par tous les moyens dont il dispose, aux vues de son habile et valeureux gouverneur. Tous les travaux d'organisation, d'équipement et d'artillerie redoublent d'efficacité et d'ardeur. Les ressources militaires mises à la disposition des bataillons armés par l'industrie, sont pour ainsi dire inépuisables.

Quant à l'ensemble avec lequel la population vient au secours des victimes de la lutte, il n'est pas moins digne d'être signalé. La note suivante, publiée ce matin dans la feuille officielle, donnera à cet égard la mesure des sentiments de solidarité qui animent la grande famille parisienne :

On lit dans le *Journal officiel* :

A peine l'appel fait par le gouvernement de la défense nationale à la population de Paris, relativement aux blessés convalescents, était-il placardé sur les murs de la capitale, que les offres patriotiques affluaient à l'administration des hospices. Dès neuf heures du matin, les inscriptions commençaient ; et quinze employés ont eu peine à répondre à l'empressement des citoyens. Treize cents quatre-vingt-douze lits ont été offerts dans cette première journée.

RAPPORTS MILITAIRES.

On lit dans le *Journal officiel* :

5 décembre, 4 h. 10 soir.

Vice-amiral La Roncière au vice-amiral Saisset, à Noisy. — Commandant Poulizac rentre d'une reconnaissance poussée vers Aulnay avec vigueur. Il me transmet la dépêche suivante :

« J'ai été assez heureux pour ne pas avoir un blessé dans enlèvement des trois postes du chemin de fer de Soissons. Sept Prussiens sont restés sur place. Mes hommes rapportent trente sacs, quarante casques, deux fusils, des marmittes, des couvertures, etc. »

INCIDENTS DU SIÈGE.

On a observé hier, tout le jour, de grands mouvements de troupes prussiennes. D'immenses convois ont été dirigés vers le Nord. Où vont ces troupes ?

Le plateau d'Avron que nous occupons, est devenu un véritable corps avancé, armé d'une puissante artillerie, de matériel, protégé par de puissantes barricades. Il n'y a donc pas à redouter de ce côté une surprise ni une attaque de l'ennemi.

Les ouvriers attachés à la commission des barricades ont été fort utiles dans les nuits du 30 novembre et du 1^{er} décembre. Ils ont construit en toute hâte, dans Champigny, de formidables barricades qui ont permis à nos gardes mobiles de s'y maintenir le lendemain jusqu'à ce qu'ils aient été secourus. Ces courageux ouvriers ont encore servi pendant la bataille à relever sous le feu les morts et les blessés.

Hier, ont eu lieu les obsèques du commandant de Grancey, tué dans la bataille du 2 décembre. Le bataillon de la Côte-d'Or, qui le pleure, le corps presque tout entier des soldats de marine, bon nombre de généraux et plusieurs membres de gouvernement ont suivi cet héroïque cercueil.

Une de nos reconnaissances, s'étant avancée, il y a déjà plusieurs jours jusque sur le plateau de Châtillon, fut fort surprise de trouver la position abandonnée armée de pièces de siège. A cela rien d'étonnant. Lorsqu'ils arrivèrent sous

Paris, les Prussiens, enivrés par leurs victoires, s'imaginèrent avoir facilement raison de notre capitale, et par conséquent ils prétendirent se donner le luxe d'un bombardement. Mais quand ils s'aperçurent que la clef n'était pas si facile, ils comprirent qu'ils seraient forcés de soutenir le choc de nos seraients et peut-être de battre en retraite, ils pensèrent que cette artillerie monstrueuse qui devait écraser nos monuments pourrait devenir un embarras. Ils jugèrent donc prudent de la laisser en lieu sûr. — On sait qu'en 1524, quand Charles-Quint fut obligé de lever le siège de Marseille, il fit embarquer une partie de ses canons et fit scier les autres, afin de pouvoir les transporter plus facilement et nul doute que ceux-ci ne fussent tombés en nos mains si les Marseillais avaient été en état de lui donner la chasse.

Dans plusieurs quartiers de Paris, et notamment dans la rue de Choiseul, des chefs d'établissement de commerce, d'industrie et de finances se sont engagés d'honneur à n'employer désormais aucun allemand pour leurs affaires. Cet engagement, signé pour une durée de dix années, restera affiché dans les magasins de tous les signataires, et recevra la plus grande publicité possible. L'opinion publique approuvera certainement cette résolution, en se rappelant que l'hospitalité, si généralement accordée en France à plus de 150,000 Allemands qui venaient chercher fortune, a été payée par le plus lâche et le plus vil des espionnages depuis le commencement de la guerre.

On sait quel traitement les Prussiens réservent aux Français armés qui combattent sans être revêtus d'un costume militaire. Aussi, depuis que les bataillons de la garde nationale sont appelés à prendre part aux opérations militaires, les commandants ont-ils soin de vérifier si tous les citoyens placés sous leurs ordres portent le costume de garde nationale. Cette visite est faite en vertu d'une recommandation expresse de l'état-major de la place Vendôme.

LES VOLONTAIRES DE L'OUEST.

(EX-ZOUAVES PONTIFICAUX)

Nous extrayons de l'*Univers* la lettre suivante. Elle remplira de douleur bien des familles ; la patrie tout entière en partagera le deuil. Ce deuil et ces douleurs ne sont pas sans espérances. A l'exemple d'un de ceux qui ont été blessés, soyons certains que ce sang sera compté à la France.

Heureux et glorieux ceux qui meurent pour sauver et racheter la Patrie.

« Nos pauvres zouaves ont été écharpés entre Patay et Coulmiers. Le deuxième bataillon avait été déjà fort malmené à Brou : 14 blessés dont 3 amputés. Vendredi (2 décembre), c'est le 1^{er} bataillon qui souffrit. Ils ont été conduits vers un bois où étaient embusqués les Prussiens, sans tirer un coup de fusil et sans rompre leurs lignes. Mais combien sont morts ou blessés ! Le colonel a eu son cheval tué d'abord, et ensuite il a reçu une ballette dans la cuisse. On ne sait où il est. Le commandant de Troussure a été tué. Le frère du colonel, M. Ferdinand de Charrette, blessé ; capitaine de Gastebois, tué, de Bois-Chevalier, tué, de Ferron, blessé, de La Vallette, blessé, etc., etc. ; il y a des compagnies qui n'ont plus d'officiers. »

Le général de Sonis a eu la cuisse fracassée ; il est prisonnier. Les sentiments chrétiens de ce général ont été admirables. Il avait communiqué la veille devant ses soldats ; s'adressant aux zouaves sur le champ de bataille, il leur avait dit qu'il fallait du sang généreux à la France pour effacer ses fautes, que c'était sur le leur qu'il comptait et en les quittant il s'est écrié : Vive la France ! Vive Pie IX ! Une lettre adressée par le général au colonel de Charrette, exprime les sentiments les plus parfaits ; elle est datée de quelques jours avant la bataille.

Les mobiles des Côtes-du-Nord ont été fortement éprouvés par l'artillerie. Les Prussiens, cachés dans le bois, ont été consternés de la marche héroïque des zouaves. Ceux-ci, en effet, sont arrivés jusque sur les positions ennemies malgré leurs pertes, et ils sont tombés à la baïonnette sur les ennemis épouvantés, auxquels ils ont fait subir de grandes pertes. Je vous reparlerai pour Orléans, donner des soins à ces pauvres enfants. »

LES ZOUAVES PONTIFICAUX.

Acclamons de nouveau ces héros jeunes gens qui viennent de mettre le comble à leur gloire en mourant pour la défense de la Patrie !

« A la bataille de Patay, nous dit une dépêche de Tours, datée du 4 décembre, les zouaves du Pape se sont battus en héros. Ils ont presque tous été tués. Le général de Charrette, leur commandant, a été blessé et fait prisonnier. »

Nous sommes fiers d'opposer ce laconique bulletin au fracas de commande dont certaine presse se plaît à entourer les exploits futurs de l'insulteur des zouaves, du héros d'Asinalonga. Les zouaves sont morts ! Charrette est blessé ! Quant à Garibaldi, sa personne est trop précieuse, sans doute, pour être exposée aux balles prussiennes ?

Mais laissons ce triste héros et que sa pensée ne nous détourne pas plus longtemps de nos frères. Non ! nous ne les pleurons pas, ces vaillants, car ils n'ont pas trop payé de leur sang la gloire de ce nouveau Castelfidardo ; ils n'ont pas trop payé, de leur vie même, le droit de prouver au monde que ceux-là méritaient qui osaient dire : « Les soldats du pape ne sont pas des soldats français ! » Encore une fois, honneur à ces héros vaincus ! leur sang sera fécond pour l'avenir. Dieu ne permettra jamais que la terre abrévée de ce sang devienne une terre prussienne !

Pour nous, leurs frères par la foi, par l'espérance et surtout par un commun amour pour la France et l'Eglise, nous les remercions d'avoir apporté à nos cœurs cette suprême consolation dans nos abaissements, de pouvoir contempler enfin le dévouement héroïque du patriotisme joint à l'abnégation sublime du martyre : nous les remercions et nous les saluons de ce dernier adieu qui résume nos regrets et notre espoir : les zouaves sont morts ! vivent les zouaves ! — A. B. D.

(Propagateur.)

INFORMATIONS ET NOUVELLES

On lit dans le *Moniteur* (édition de Paris), 5 décembre :

Je viens de voir cet affreux scélérat qui depuis longtemps déjà jetait l'effroi et la désolation dans Paris. Chacun de ses déjeuners nous coûtait plus de 500 fr. On ne peut évaluer le prix de ses soupers. Il captivait et détruisait lettres et dépêches que nous envoi la province. Tous les jours un nouveau méfait s'ajoutait à la liste trop longue de ses crimes, mais il semblait impossible de le surprendre en flagrant délit.

L'intelligence et l'adresse de l'un de nos concitoyens vient enfin de mettre un terme à ces déprédations. M. Prosper Derouard a établi son colombier, 27, rue Simon-le-Franc.

Là, il élève avec le plus grand soin une cinquantaine de pigeons dont plusieurs ont déjà fait le voyage de Tours.

Dernièrement, M. Derouard s'aperçut que quelques-uns des pensionnaires manquaient à l'appel du soir ; d'autres entraient au logis déplumés, blessés, saignants.

Il voulut absolument connaître la cause de ces accidents successifs, et, armé d'une excellente carabine, il s'embusqua sous le toit de sa maison.

« Mademoiselle, dit Tower en joignant ses mains, sous le menton, nous vous appellerons dans quelques jours madame Douglas Stafford. On prépare votre bal de noces à Nerbudda. J'ai vu les domestiques occupés de ce travail. Nous sommes invités, madame la comtesse Octavie et moi. »

« C'est bien ! dit Amalia dans un long soupir ; c'est ce que j'attendais d'eux. Monsieur Tower, je vous remercie... »

« J'ai exécuté vos ordres, mademoiselle... »

« Mon Dieu ! je le sais bien ; ce n'est pas votre faute si je me marie... »

« Oh ! vous pouvez bien le croire, mademoiselle, dit Tower en levant la main droite et lançant un regard d'une expression stupide, mais il faut se résigner au destin. J'ai exécuté vos ordres. J'ai dit : « Nous sommes prêts pour ce mariage. » Vous recevrez la visite du colonel demain. »

« Demain, je pars, moi, dit Octavie en se levant pour se promener à grands pas ; je ne veux pas revoir le colonel Douglas. Mais, dans tout ceci, que devient cet infâme sir Edward ?... Il n'y a donc pas de justice humaine dans ce pays !... Pardon, monsieur Tower, ayez la bonté de nous laisser seules... cela ne doit pas vous amuser beaucoup... Comment ! le comte Elohann disparaît. Nous accusons sir Edward. Il ne peut se justifier ; il ne peut expliquer le sang qui le souille, le désordre

et il y aurait un mariage d'amour, côté à douze mille livres de dot, au bénéfice de M. Tower.

Les tuteurs de la chancellerie expédiés aux Indes ont inventé cette nouvelle branche de commerce, et ils l'exploitent ordinairement avec plus ou moins de succès. On notice une pupille comme un *trois-mâts*. Le ministre de White-Hall a bien autre chose dans la tête que les pupilles et les tuteurs.

M. Tower avait pris trois cavaliers cipayes, trois de ceux qui lui faisaient escorte, à son arrivée à Roudjah, et il s'avancait rapidement vers l'habitation pour terminer son affaire avec promptitude et regagner bientôt le village avant les dangers de la nuit, car la campagne qui s'étendait à droite et à gauche était effrayante à voir, même en plein soleil.

Le nabab Sourrah-Berdar entendit un galop de chevaux dans son avenue, et il quitta sa natte pour aller au-devant de ceux qu'il attendait avec une vive impatience.

En voyant des incensus descendre sur sa terrasse, il témoigna par un geste de mauvaise humeur que cette visite ne lui était pas agréable.

Tower, qui ne regardait jamais quo lui, ne remarqua pas cette pantomime ; il s'avança vers le nabab avec la démarche pompeuse d'un ambassadeur, et fit, d'un ton imposant, cette demande : « Je voudrais avoir l'honneur de parler au colonel Douglas. »

« Le colonel est absent ; il est en chas-

se depuis ce matin, répondit le nabab, à moitié endormi sur l'ombre de son houka. »

« Absent ! dit Tower, en caressant de sa main sa bouche et son menton. Ceci ne fait pas mon affaire. Reviendra-t-il bientôt de la chasse ? »

« Je ne saurais vous le dire, monsieur. »

« Sahib nabab, dit Tower avec une dignité paradoxale, je suis M. Tower, agent de la Grande-Bretagne ; j'ai un caractère officiel pour parler à M. le colonel Douglas. »

« Je le crois, monsieur Tower, mais le colonel est absent. Si vous voulez l'attendre, entrez dans l'habitation et demandez tout ce qui vous sera nécessaire. »

La mauvaise humeur du nabab ne pouvait lui faire oublier les devoirs de l'hospitalité.

« Il m'est impossible d'attendre, sahib nabab ; je n'avais que cinq minutes d'entretien à demander au colonel Douglas. Il faut que je rentre à Roudjah de très-bonne heure. La nuit n'est pas amusante dans ce désert. »

« Vous la passerez ici, monsieur Tower... »

« Oh ! impossible ! ma présence est indispensable à Roudjah, ce soir... J'ai des vaisseaux à fréter... j'ai des dames à voir... le soleil commence à descendre, et lorsqu'il descend, il est vite là-bas. Je reviendrai demain... ce n'est pas ma faute si le colonel est absent... »

Nous allons remonter à cheval... Demain j'en aurai pas de crainte pour la nuit. Le ministre m'a recommandé d'être très-prudent au Bengale après le coucher du soleil. Je suis votre bien dévoué, sahib nabab. »

« Vous ne voulez donc pas vous reposer un instant ? »

« Sahib nabab, si le colonel devait arriver bientôt, j'attendrais ; mais dans le doute, j'aime mieux renvoyer l'entretien à demain. »

A ces derniers mots, M. Tower était remonté à cheval.

« Monsieur Tower, dit le nabab, puisque vous êtes un compatriote, vous devez avoir reçu une invitation du colonel ? »

« Je n'ai point reçu d'invitation, dit Tower avec des yeux ébahis. »

« Alors vous la recevrez demain, monsieur Tower, et vos dames la recevront aussi. »

« Le colonel Douglas donne une fête, sahib nabab ? »

« Mieux que cela, il se marie dans quelques jours. Vous voyez les domestiques occupés aux préparatifs du bal. »

« Ah ! il se marie ! c'est décidé ! dit Tower au comble de la stupefaction. »

« C'est décidé depuis longtemps, monsieur Tower ; ce sont des affaires particulières qui ont fait retarder un peu ce mariage... »

« Très-bien ! dit Tower du ton sec d'un homme qui veut couper court à l'entretien, parce qu'il sait tout ce qu'il a

voulu savoir, et qu'il est pressé de partir ; très-bien, sahib nabab ! Dites au colonel que M. Tower est venu le voir : il comprendra le but de ma visite, et il sera content. Vous ajouterez que nous sommes prêts pour ce mariage, et que nous attendons sa visite de futur époux à notre auberge de Roudjah. C'est un malheur ! ajouta-t-il en lui-même : affaire manquée ! il faut alors s'exécuter de bonne grâce comme je fais. Soyons diplomate en toute chose et partout. Il me resta la comtesse Octavie. Elle est jeune, belle et riche comme un Crésus. »

La petite cavalcade reprit aussitôt le chemin de Roudjah.

Chemin faisant, Tower organisa des plans infailibles. Il résolut de se fixer, après le mariage, dans le voisinage des deux époux, et de concentrer toutes ses ressources de fascination sur les deux femmes. C'était un avenir délicieux qui adoucissait la contrariété présente, et qui déjà excitait en lui une pitié hautaine pour ce malheureux Douglas, assez imprudent pour épouser une jeune femme par violence, et préparer ainsi un triomphe trop facile à un redoutable rival.

En montant l'escalier de l'appartement où les deux femmes l'attendaient, Tower composa sa figure, essaya des tons de voix et arrondi quelques débuts de phrases adroites pour engager l'entretien. La porte s'ouvrit comme d'elle-même ; car le retour de Tower était épié à la persienne, et Amalia l'interrogea même sur le seuil.